

Mobilisé.es pour les pensions, la santé, la démocratie, la paix...

Le 24 octobre, les retraité·s se sont rassemblé·es dans pratiquement tous les départements pour exiger l'augmentation de 10% des retraites et pensions à valoir sur un véritable rattrapage du pouvoir d'achat. Ils et elles ont rappelé aux préfets, aux sous-préfets la perte de leur pouvoir d'achat depuis 2017. Cette information a été bien relayée dans les médias, même si dès l'annonce de l'augmentation des pensions AGIRC-ARRCO, le discours « *retraité·es privilégié·es* » est réapparu sur les ondes.

A Paris, la Première Ministre a refusé de recevoir une délégation, témoignant une fois de plus, du mépris à l'égard des retraité.es.

Les organisations de retraité·es (Groupe des 9) ont décidé de poursuivre l'action de signature de la pétition exigeant 10% d'augmentation de nos pensions et retraites, et d'organiser dans tous les départements des délégations auprès des parlementaires pour leur demander de relayer notre exigence au gouvernement. Pendant ce temps, un énième 49.3 a permis au gouvernement de faire passer le PLFSS 2024, véritable plan d'austérité, toujours au nom du « *redressement des comptes sociaux* » et avec les mêmes recettes : économies sur les services publics hospitaliers et l'accès aux soins, sur la prise en charge de la perte d'autonomie et exonérations de cotisations en place d'une augmentation des ressources. Le groupe des 9 dénonce ce PLFSS et réclame une loi ambitieuse de programmation et de financement pour la santé.

Le président du Conseil d'orientation des retraites, Pierre-Louis Bras, a été démis de ses fonctions par le Conseil des ministres. Lors de l'élaboration de la réforme des retraites, il avait mis en évidence que les dépenses de retraites « *ne dérapent pas* », qu'elles sont « *globalement stabilisées et même, à très long terme, diminuent dans trois hypothèses sur quatre* », les effets des premières réformes se faisant sentir. Bien trop critique pour le président et la première ministre qui lui ont préféré Gilbert Cette, macroniste patenté, pour qui la réforme des retraites est « *modeste* » et « *sociale* ».

Autre sujet d'inquiétude, la nouvelle « loi immigration », en examen au Sénat, témoigne de la dérive du gouvernement vers l'extrême droite. Instrumentalisant l'assassinat de notre collègue Dominique Bernard, il se livre à une surenchère sur le thème sécuritaire visant à diaboliser l'immigration. La proposition de suppression de l'aide médicale d'État aux sans-papiers réclamée depuis des années par l'extrême droite montre à quel point les digues sont prêtes à céder.

Le contexte international est toujours plus dramatique. Le Proche Orient avec le conflit israélo-palestinien sombre dans la violence. À un massacre perpétré par le Hamas succède un autre massacre orchestré par l'État d'Israël. On se demande combien de vies il faudra encore sacrifier pour arriver à construire la paix, à mettre fin à ce conflit de plus de 75 ans et à reconnaître les droits des Palestiniens. Dans l'immédiat, la FSU demande un cessez-le-feu et l'arrêt du déplacement forcé des populations. Le dernier livre de Charles Enderlin est un outil de compréhension bienvenu du processus politique qui a conduit à cette situation ; nous vous en suggérons la lecture (p4).

Informé, donner des outils d'analyse et créer du collectif, maintenir des liens sont les rôles de notre syndicat. C'est l'objectif de **notre assemblée générale du 21 novembre à Paris** et de la sortie culturelle prévue le 19 janvier. Nous espérons vous y retrouver nombreux-ses.

Fabienne Bellin et Anne-Marie Roussel
co-secrétaires académiques des retraité·es
du SNES-FSU Versailles, le 11 novembre 2023

Sommaire

p.1 : Édito
p.2 : Plan régional de santé
p.3 : PLFSS 2024
p.4 : Culture
P5 : Sortie musée Cluny

Le Projet Régional de Santé n'est pas au niveau des enjeux !

« Quand les moyens humains du sanitaire, du social et de l'aide à domicile diminuent sans cesse alors que les besoins de soins et de « care » augmentent, ce sont les renoncements aux soins et à l'accompagnement qui se multiplient. » Communiqué de presse intersyndical de Paris Septembre 2023

Le Projet de Santé 2023-2028 pour l'Ile-de-France (PRS3) est sur le site de l'ARS depuis le 7 Novembre. Un document fleuve de plus de 500 pages ⁽¹⁾ a été adressé le 10 juillet par l'ARS au Préfet de Région, aux instances régionales et départementales, aux CDCA ⁽²⁾ etc... pour une « consultation réglementaire de 3 mois » (dont 2 mois d'été !). Après une « co-construction » largement promue (mais entendue ?), les CDCA ont été peu associés dans les départements comme en témoignent nos élus FSU départementaux. Le projet de juillet n'était pas au niveau des enjeux. Même le Conseil régional d'Ile-de-France n'a pu l'ignorer et le projet a été rejeté par un vote contre unanime. La nouvelle version (610 pages) est « enrichie des contributions » dit l'ARS, mais seule une réorientation du système de santé permettrait de répondre aux attentes en matière de santé publique.

La crise de la Santé est globale, dénoncée largement et confirmée par un diagnostic de l'ORS en Avril 2023 ⁽³⁾. Nos organisations syndicales⁽⁴⁾ alertent : « Pour les populations les plus précaires, notamment les plus âgés et les jeunes, au problème d'offre insuffisante s'ajoutent les problèmes financiers. Le nombre de médecins augmente en secteur 2 avec des dépassements d'honoraires dissuasifs. Le désengagement progressif de la Sécurité sociale s'est traduit par un glissement du remboursement de nombreuses dépenses de l'Assurance maladie obligatoire vers les complémentaires qui couvrent les assurés de manière inégalitaire.

La hausse envisagée des franchises payées par les patients

(médicaments, consultations...) dans le cadre du financement de la Sécurité sociale pour 2024 ne peut qu'inquiéter.

Pour les plus âgés, la loi sur l'adaptation de la société au vieillissement a été promulguée sans volet EHPAD, faute de volonté politique de dégager les moyens nécessaires. L'actualité récente a mis en évidence la dégradation des conditions de vie et de travail dans les EHPAD avec comme conséquence une réelle maltraitance psychologique voire physique des résidents mais aussi un nombre important d'établissements contraints de fermer des lits. Le scandale Orpea a montré les dérives de l'ouverture de ce secteur au privé lucratif. »

Il faut réorienter notre système de santé. La réponse passe par la mise en œuvre concomitante de propositions fortes, absentes du PRS3, qui imposent de modifier le budget du PLFSS avec une loi de programmation ambitieuse. Nous, retraité-e-s du SNES, avec la FSU ⁽⁴⁾ appelons à agir pour :

- **Un grand service public de santé** qui permette à tous d'accéder à des soins de qualité, assurés par des professionnels en nombre suffisant, en donnant aux universités et aux CHU les moyens de former beaucoup plus de médecins qu'actuellement.
- **Un plan d'urgence pour l'hôpital** visant à mettre fin aux suppressions de lits et de services, et à rendre attractives toutes les professions de l'hôpital (via les conditions de travail et salaires).
- **Un maillage équitable du territoire** en développant notamment les centres de santé publics pour mettre fin aux déserts médicaux (qui s'étendent aussi en Ile de France)
- **Une véritable politique de prévention** qui passe avant tout par une médecine de ville, une médecine scolaire, une médecine étudiante et une médecine du travail qui sont aujourd'hui en déshérence et qu'il convient de revivifier au plus vite.
- **Une sécurité sociale qui rembourse les soins prescrits à 100%.** Le désengagement de la Sécurité sociale vers des complémentaires santé qui ont des coûts élevés et qui couvrent les assurés de manière inégalitaire est inacceptable.

« **Santé, nous vous accusons !!** » 40 organisations dont la FSU ont lancé un **Tour de France pour la Santé** pour dénoncer « une mise en danger de la population » faute de budget à la hauteur des besoins dans le PLFSS.

21 octobre actions dans le 91 contre la démolition en cours des hôpitaux publics.

10 novembre rassemblement devant l'hôpital de Rambouillet 78

Mireille Breton, S1 retraité.es 91

(1) PRS3 6 axes et 8 priorités, en ligne sur le site de l'ARS Ile-de-France

(2) Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie (organe consultatif dans les CD,

(3) Diagnostic de l'Observatoire Régional de la santé sur la Santé des Franciliens Avril 2023 (en ligne)

(4) Déclaration commune FSU, CGT et FGR-FP du 25/09 à Paris et actions communes du Groupe des 9

PLFSS 2024 : de vives inquiétudes

Parmi les dépenses qui pèsent lourdement dans le budget des retraités, il y a les coûts pour se soigner et faire face à la perte d'autonomie. En 2000, l'Organisation Mondiale de la Santé considérait que la France avait le meilleur système de santé du monde. Mais en l'espace de deux décennies, l'avalanche de contre-réformes et de restrictions budgétaires ont conduit à une crise sanitaire majeure. L'accès aux soins est de plus en plus problématique, y compris dans les Yvelines, un département riche de l'Île de France dans lequel les déserts médicaux s'étendent. Des dizaines de milliers d'Yvelinois n'ont plus de médecins généralistes et sont potentiellement en danger.

Dans cette situation critique, l'examen à l'Assemblée nationale du Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale (PLFSS) 2024 nourrit nos plus grandes inquiétudes. L'Objectif National des Dépenses d'Assurance Maladie (ONDAM) ne progresse que de 3,2% par rapport à 2023, ce qui est catastrophique pour les hôpitaux publics. En effet la progression des besoins financiers des hôpitaux publics est estimée à 4,5 % par an. Ajoutée à l'inflation qui tournera aux alentours des 5 %, c'est à au moins 10 % que devrait se situer l'ONDAM, comme le revendiquent de nombreuses organisations du secteur hospitalier.

Les quelques mesures arrachées par les personnels soignants en matière de rattrapage de rémunération ne sont donc pas financées. Plus exactement, les quelques mesures censées améliorer l'attractivité de ces métiers seront financées par l'hôpital public, pourtant déjà asphyxié, et par un désengagement de la Sécurité Sociale à la charge des patients.

Déjà, depuis le 15 octobre, l'Assurance maladie a réduit le remboursement des soins dentaires dits « de base » de 70% à 60%. D'autres pistes d'économies ont été annoncées comme le doublement des franchises médicales sur les médicaments et un reste à charge plus important pour la consultation d'un généraliste... Ce matin le gouvernement ferait machine arrière sur ces mesures si impopulaires, mais dans le même temps il n'annonce aucun financement nouveau pour ce PLFSS et se prépare à dégainer à nouveau le 49-3 pour couper court à toutes expressions contradictoires ! Quoi qu'il en soit de nouveaux désengagements de la Sécurité sociale se préparent. Ils creuseront encore les inégalités dans l'accès aux soins et vont renchérir le

coût des complémentaires santé dont les tarifs ne cessent d'augmenter en avançant en âge.

Nos vives inquiétudes portent également sur la prise en charge de la perte d'autonomie. Après l'Arlésienne de la loi « Grand âge », le PLFSS 2024 n'apporte pas de réponses à la hauteur des enjeux liés au vieillissement de la population. On ne peut régler les besoins d'accompagnement de la personne et les problèmes de maltraitance, sans une embauche massive de personnels. Nos organisations de retraités s'opposent aux propositions qui se multiplient, tel le récent rapport de la députée socialiste Christine Pires Beaune sur les restes à charge pour les personnes en perte d'autonomie, et qui vise à augmenter la contribution des résidents et de leurs familles pour palier l'indigence des financements publics. Nous revendiquons au contraire une véritable loi de programmation dotée des ressources publiques de nature à répondre aux immenses besoins d'aujourd'hui et de demain, ainsi que la création d'un Service public national de l'autonomie.

Contenir drastiquement les dépenses en pénalisant les patients reste la ligne gouvernementale alors que plusieurs réformes pourraient abonder les caisses de la Sécurité Sociale. Commençons par revenir sur les exonérations ou exemptions de cotisations sociales - dites patronales - sur les salaires, qui coûtent chaque année plusieurs milliards à la Sécurité Sociale mais n'ont aucunement fait la preuve de leur efficacité tant en gains d'emplois, de niveau de salaires qu'en matière de compétitivité économique.



Continuons à nous mobiliser : signons, faisons signer la pétition « Pour que le budget de la Sécurité Sociale réponde en 2024 aux besoins de la population » qui s'articule avec le « Tour de France pour la Santé » dont nos organisations sont partie prenante....

Intervention de Maria Bolzinger pour la FSU 78 au rassemblement du 24 octobre à Versailles

Israël L'agonie d'une démocratie

Charles Enderlin

Que dirait aujourd'hui Hannah Arendt en apprenant que Benjamin Netanyahu a créé une agence gouvernementale de « l'identité nationale juive » ? Dès 1951, elle alertait des dangers qui guettaient l'État-nation Israël à sa création : « Cette solution de la question juive n'avait réussi qu'à produire une nouvelle catégorie de réfugiés, les Arabes, accroissant ainsi le nombre des apatrides et des sans-droits de quelque 700 000 à 800 000 personnes. »

Scenille

Charles Enderlin est un journaliste et auteur franco-israélien, connu du grand public car il a été de 1981 à 2015 le correspondant à Jérusalem de France 2.

Son dernier livre, dont il est question ici, est paru quelques jours avant le 7 octobre 2023. Il y décortique les bases politiques de la coalition au pouvoir autour de B. Netanyau, coalition dans laquelle les sionistes religieux ont une influence jamais vue.

De la surveillance et des restrictions du fonctionnement des ONG israéliennes qui agissent au côté des Palestiniens, à l'adoption de la loi « Israël État-nation du peuple juif », l'auteur décrit minutieusement les différents glissements qui détruisent petit à petit l'État séculier au profit du religieux. Seules les grandes manifestations des derniers mois ont permis de bloquer la mise sous la tutelle politique de la Justice.

J'ai été frappé par la ressemblance avec ce qui a pu se passer en Russie : surveillance

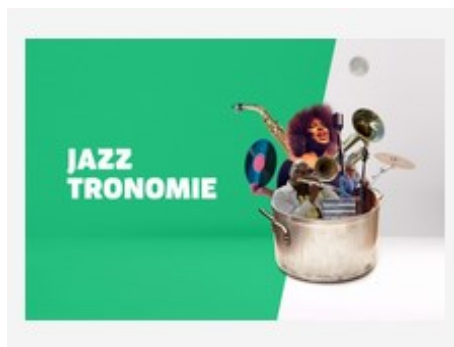
et mise en coupe réglée d'ONG, rhétorique anti LGBT, formatage dans l'éducation dont toute une part est laissée aux religieux sans contrôle...

C.Enderlin développe également les liens entre l'extrême droite israélienne et la droite conservatrice (parfois antisémite) dans le monde. Il n'aborde par contre pas dans ce livre les liens troubles entre le gouvernement et le Hamas, pour déstabiliser davantage l'autorité palestinienne. Il traite de ce point par ailleurs dans des interviews récentes.

Une lecture indispensable pour comprendre ce qui se déroule actuellement et aller au delà de l'écume médiatique.

Michel Galin

Le lundi à 16h et le dimanche à 12h, la radio associative trappiste **Marmite fm 88.4** propose l'émission **JAZZTRONOMIE**, consacrée au Jazz, animée par notre collègue retraité des Yvelines Olivier **TEBOUL**. Tous les styles et toutes les époques sont abordés. Chaque numéro, d'une durée d'environ 20 minutes, est consacré à un thème (musicien·ne, courant, instrument, standard etc.) et peut être podcasté sur <https://marmitefm.fr> (et donc accessible aux amateurs qui ne sont pas dans le rayon d'émission de 30km autour de Trappes!).



LES CONFÉRENCES DU SNES-FSU PARIS

Au S4, 46 avenue d'Ivry Paris 13°

Nos camarades du S1 des retraité·es de Paris nous invitent cordialement aux conférences qu'ils·elles organisent.

Lundi 27 novembre à 14h30

Conférence de Marianne Delranc :

Écrivaine, journaliste, critique, activiste, intellectuelle, traductrice, scénariste...

« Connaissez vous Elsa Triolet ? »

Lundi 4 décembre à 14h30

Conférence de Gilbert Ricard :

Mondialisation, crises économiques et géopolitiques

En préparation :

- Une conférence avec Dominique Vidal autour du thème de son dernier livre : « Le monde ne sera plus comme avant »

- Droit du travail par Michel Miné

- Les Penseuses dernier ouvrage de Véronique Nahoum Grappe.

Rappel : AG des retraité·es syndiqué·es de l'académie de Versailles le mardi 21 novembre 2023 au S4, 46 avenue d'Ivry 75013 Paris, M° Olympiades ou Porte d'Ivry

Matin : intervention puis **débat avec Henri Sterdyniak**, économiste, co-fondateur des économistes atterrés, sur « droits collectifs, redistribution et rôle de l'État contre philanthropie et charité ».

Après midi : actualité et actions.

Prévenez vite si vous souhaitez participer au déjeuner, contact : fabienne.bellin@snes.edu

Visite du musée de Cluny le 19 janvier 2024

Depuis le jeudi 12 mai 2022, le musée de Cluny, seul musée national en France consacré au Moyen Âge, a rouvert ses portes. Cette réouverture intervient à l'issue de la dernière phase d'un ambitieux chantier de modernisation pensé dès 2011 et commencé en 2015.

Nous vous proposons, le vendredi 19 janvier une visite guidée d'1h30 qui nous permettra de découvrir le musée complètement réaménagé et agrandi à travers le thème : « Être femme au moyen âge ».



Le réaménagement du musée a permis de montrer plus d'œuvres, dont beaucoup étaient restées dans les réserves du musée.

Pour les syndiqués à jour de leur cotisation, le coût de la conférence est pris en charge par le SNES-FSU et le tarif de la visite (entrée + conférence) du musée est de 10€. Pour les autres participants le tarif est de 15€. Le groupe prévu est de 25 personnes. Nous arrêterons les inscriptions dès que ce nombre sera atteint .

La visite commence à 15h30

Le rendez-vous est fixé à l'entrée du musée, 28 rue du Sommerard, Paris 5ème à 15h

Si vous souhaitez venir avec une autre personne, inscrivez-vous ensemble à l'aide du bulletin d'inscription ci-dessous, à envoyer par courrier **ou répondre par mail à l'adresse** : fabienne.bellin@snes.edu

Bulletin d'inscription à renvoyer à l'adresse suivante avant le 12 janvier 2024

Fabienne BELLIN, 13 rue du Général Pershing, esc D, 78000 Versailles

Ou par mail : fabienne.bellin@snes.edu

NOM..... **Prénom**.....

Nombre de personnes.....

Adresse.....

.....

.....

Téléphone.....

Mail.....